



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-troisième session

Putrajaya (Malaisie), 7-11 mars 2016

**DÉCLARATION DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE MONDIALE (CSA)**

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur de m'adresser à vous aujourd'hui, en tant que Présidente du CSA, pour vous parler des réalisations les plus récentes du Comité et des activités de ces prochains mois.

Je suis fière d'affirmer que, depuis la réforme entreprise il y a quelques années pour faire du CSA un organe plus efficace et plus inclusif en le dotant d'une structure multisectorielle et à parties prenantes multiples, le Comité a déjà obtenu nombre d'excellents résultats.

À l'occasion du bref récapitulatif que je me propose de faire, des quarante et unième et quarante-deuxième sessions du Comité, je vous invite à réfléchir aux activités du CSA qui présentent plus particulièrement un intérêt pour la région et pour vos pays et à la mise en œuvre des recommandations et des directives du CSA à l'appui des politiques nationales, pour la sécurité alimentaire et la nutrition. J'aimerais aussi profiter de cette occasion pour vous présenter le Programme de travail du CSA pour 2016-2017, et pour encourager les représentants régionaux des diverses parties prenantes à participer activement, par divers biais, aux activités que mènera le Comité ces deux prochaines années.

Grâce à l'engagement, au travail et à l'énergie dont a fait preuve la Présidente sortante, Gerda Verburg, le Comité a accompli de grandes choses, la plus remarquable étant l'approbation des **Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires** et du **Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées**.

Avec les Principes pour un investissement responsable, qui s'appliquent à la fois aux financements publics et aux financements privés, c'est la première fois que les gouvernements, le secteur privé, les organisations de la société civile, les organisations du système des Nations Unies, les banques de développement, les fondations, les instituts de recherche et le monde universitaire sont parvenus à une vision commune de ce que signifient des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mq202

alimentaires, et de la manière dont ceux-ci contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les investissements responsables jouent un rôle important dans le renforcement des moyens d'existence durables, notamment pour les petits producteurs et pour les membres des groupes vulnérables et marginalisés, du fait qu'ils contribuent à la création d'emplois décents pour tous les travailleurs des secteurs agricoles et alimentaires, à l'élimination de la pauvreté, à l'égalité sociale et à l'égalité des sexes, à l'élimination du travail des enfants, à la participation et à l'inclusion sociales, à la croissance économique et au développement durable.

Le Cadre d'action, qui jette un pont entre l'action humanitaire et les interventions de développement, donne des orientations en énonçant des principes fondés sur l'expérience et en proposant des actions concrètes contre les manifestations les plus criantes de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition et leurs causes sous-jacentes, dans le contexte de crises et d'urgences prolongées. Les principes énoncés doivent guider l'élaboration, l'application et le suivi de politiques et de mesures visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.

Toutes les parties prenantes sont à présent fortement encouragées à mettre en œuvre les recommandations contenues dans ces deux documents, d'autant qu'elles nous concernent TOUS.

À la quarante et unième session du CSA, la plénière a approuvé deux séries de recommandations de politique générale, formulées sur la base des rapports du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE). Les recommandations les plus pertinentes pour votre région sont celles qui concernent *la pêche et l'aquaculture durables*. Elles reconnaissent le rôle fondamental de la pêche et de l'aquaculture dans l'apport en protéines et autres nutriments indispensables, et comme moyens d'existence et sources de revenus.

La quarante-deuxième session du CSA, en octobre dernier, a connu la plus vaste participation, parmi les groupes de parties prenantes, depuis la formation du Comité, avec la présence de plus de 1 000 délégués représentant six régions, 129 pays, 96 organisations de la société civile, 68 associations du secteur privé ainsi que, pour la première fois, de nombreux jeunes.

La table ronde sur le thème *Contribution de l'eau à la sécurité alimentaire et à la nutrition*, qui s'appuyait sur le rapport du Groupe d'experts de haut niveau, a mis en lumière les relations entre l'eau et la sécurité alimentaire et la nutrition, du niveau du ménage au niveau mondial, et permis d'illustrer ces relations au moyen d'exemples concrets de mesures qui permettent à de nombreuses parties prenantes d'améliorer la gestion de l'eau dans l'agriculture et dans les systèmes alimentaires et de renforcer la gouvernance de l'eau, pour une plus grande sécurité alimentaire et une meilleure nutrition de tous.

Le CSA continuera de faire connaître ses réalisations et, personnellement, je ferai de mon mieux pour montrer en quoi le Cadre d'action peut contribuer aux objectifs du Sommet humanitaire mondial et peut aider à relever quelques-uns des grands défis humanitaires auxquels nous sommes confrontés.

La quarante-deuxième session du CSA a également marqué le début de notre travail dans un certain nombre de nouveaux domaines, dont beaucoup seront examinés ici-même ces prochains jours. Je m'intéresserai de près à vos contributions et ne manquerai pas d'informer le Comité des questions les plus urgentes touchant votre région, ainsi que de vos suggestions.

À sa dernière session, le Comité a décidé de placer les **ODD** au cœur de son travail. Un aspect clé du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est son universalité, puisqu'il s'applique à tous les pays, en développement aussi bien que développés, et à tous les acteurs. En tant que plateforme réunissant le plus large éventail de parties prenantes à la sécurité alimentaire et à la nutrition, le CSA a déjà été cité comme référence à maintes reprises. Un groupe de travail sur les ODD a été créé et vos représentants à Rome sont en train de réfléchir au rôle que pourra jouer le CSA – auprès des pays et en tant que plateforme de discussion efficace, inclusive et multidisciplinaire – dans la mise en œuvre des ODD et du Programme de développement à l'horizon 2030.

Suite à l'appel lancé lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, le Comité a décidé de redoubler d'efforts pour mieux s'attaquer à la malnutrition sous toutes ses formes, notamment grâce à un examen plus approfondi de la relation entre nutrition et systèmes alimentaires. Pour remplir ce mandat, le Comité a demandé au Groupe d'experts de haut niveau d'élaborer un rapport sur la **nutrition et les systèmes alimentaires**, à publier en 2017. En outre, le CSA a créé un groupe de travail dont le rôle est de déterminer comment mieux faire avancer le programme sur la nutrition au sein du Comité.

Un **Forum de haut niveau sur l'établissement de liens entre les petits exploitants agricoles et les marchés** s'est tenu en juin 2015. Le Forum a été l'occasion de discuter de l'action à mener et d'éventuelles solutions à certaines des difficultés que rencontrent les petits exploitants lorsqu'ils cherchent à établir des liens avec les marchés. Forts de l'élan donné par le Forum, nous œuvrons à tirer des leçons et à rassembler les meilleures pratiques susceptibles d'aider les petits exploitants à surmonter les obstacles et à exploiter au maximum les opportunités offertes par les chaînes de valeur. Nous espérons approuver ces enseignements et ces meilleures pratiques lors de la quarante-troisième session du CSA, au mois d'octobre.

Outre les thèmes que je viens de mentionner, le CSA prévoit de travailler sur deux autres questions urgentes: l'urbanisation et les transformations des zones rurales, et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le **Groupe d'experts de haut niveau** a été chargé de trois rapports sur les deux prochaines années; en plus d'un rapport sur la nutrition et les systèmes alimentaires, un rapport sur le développement agricole durable, y compris l'élevage, pour 2016; et un rapport sur les forêts durables, pour 2017.

Au cours de l'année 2016, le CSA sera soumis à une **évaluation** externe indépendante, qui permettra de jauger son efficacité. Cet examen complet du travail du CSA et du modèle qu'il constitue arrive à point nommé, car il permettra de déterminer d'éventuels domaines d'amélioration afin de rendre le processus de décision du CSA, déjà inclusif et fondé sur des données concrètes, encore plus pertinent et plus réactif aux défis de notre époque.

Comme vous le voyez, notre programme de travail est dense; il aborde des questions difficiles qui appellent des solutions mondiales. Depuis sa réforme, le CSA a atteint des objectifs importants, mais nous ne pouvons pas en rester là. En Asie et dans le Pacifique, 490 millions de personnes souffrent encore de faim chronique, soit près de 62 pour cent du nombre total de personnes touchées par ce fléau. C'est pour elles que nous devons poursuivre notre mission, pour nous assurer que les hommes et les femmes de tout âge puissent jouir de leur droit à l'alimentation et à la nutrition. C'est pour ces hommes et ces femmes que je suis là aujourd'hui; pour demander à chacun de vous de tendre la main vers ceux qui sont absents, à tous les niveaux, et de m'aider à leur faire connaître le travail du CSA et les résultats considérables auxquels nous pouvons parvenir, simplement en travaillant ensemble. Ce n'est qu'en instaurant la confiance et la collaboration entre toutes les parties prenantes, qu'elles soient locales, nationales, régionales ou mondiales, que nous pourrions obtenir des résultats durables et donner suite au Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont l'ambition s'inscrit dans le droit fil des objectifs du CSA.

Faisons en sorte que l'appel du Secrétaire général des Nations Unies, «ne laisser personne de côté» à l'horizon 2030, devienne notre devise pour les années à venir. Si nous y parvenons, je peux vous assurer que la sécurité alimentaire et la nutrition seront à la portée de tous. Alors attelons-nous à la tâche sans attendre. Voilà l'avenir que nous souhaitons!

Merci.